



PRD. Liberté et responsabilité.

Pour une Suisse forte.

Position du PRD un an avant les élections nationales 2003

Des décennies de croissance économique ont assuré à la Suisse bien-être et sécurité sociale. Des millions de personnes ont mis toutes leurs forces et toute leur intelligence pour construire un pays qui n'a rien à envier aux autres. La protection de la sphère privée, le haut standard de vie, l'étendue des libertés, une fiscalité modeste, l'excellence des conditions de formation, le développement des réseaux routier et ferroviaire et des aéroports, l'équilibre des finances fédérales, la sécurité des œuvres sociales, voilà des acquis parmi d'autres qui distinguent notre pays et qui attestent de nos capacités à accepter les changements et à agir en conséquence. Depuis 1848, date à laquelle fut fondé l'Etat fédéral, des citoyennes et citoyens perspicaces ont su faire preuve de raison, ouvrir le pays et ses marchés, donner à la Suisse un ordre juridique solide, stable et fiable et instituer des normes démocratiques dont nous profitons encore aujourd'hui. Les conditions permettent aux citoyen-ne-s de s'épanouir et de prospérer. **Les radicaux ont toujours manifesté leur volonté de développer ce modèle d'une Suisse prospère.**

Il n'est pas écrit dans les étoiles que ce modèle puisse être maintenu sans autre. Notre pays se trouve à une croisée de chemins. Les forces qui, pour des raisons idéologiques ou de recherche du pouvoir politique, prennent trop facilement en compte son affaiblissement et qui ne respectent guère les intérêts de ses citoyen-ne-s, ne sauraient prendre une suprématie quelconque. **Nous ne pouvons ni ne voulons accepter que l'on bafoue les valeurs qui ont fait de la Suisse ce qu'elle est.** Ce danger vient de deux côtés à la fois :

Le danger socialo-conservateur

La liberté et la responsabilité personnelle font partie des valeurs fondamentales de notre société suisse. La constitution fédérale dit : « Tout être humain a droit à la liberté personnelle »¹ et « Toute personne

¹ Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (état au 14 mai 2002), art. 10, al.2

est responsable d'elle-même et contribue selon ses forces à l'accomplissement des tâches de l'Etat et de la société »².

Les mouvements socialo-conservateurs, comme une partie des socialistes, visent à affaiblir le principe de liberté. On cherche à mettre toujours davantage les citoyen-ne-s sous tutelle et à limiter leur liberté de choix. On voudrait freiner leur mobilité jusqu'à prévoir de réduire de moitié le trafic motorisé. On cherche à introduire des interdictions et des interdictions cachées sous forme de moratoires. On veut dire aux citoyen-ne-s quelles sont les propagandes en vue des votations qui sont vraies et celles qui ne le sont pas.

Ces mouvements socialo-conservateurs sont prêts à renoncer au principe de la responsabilité personnelle. On cherche à faire sans mesure des cadeaux dans un système de plus grande répartition et, par exemple, à doubler le taux de la TVA, sans se préoccuper du fait que la charge fiscale de la classe moyenne atteint déjà des sommets intolérables. On cherche à réglementer de manière exagérée le marché du travail en empêchant par là la création de nouveaux emplois. On veut d'innombrables programmes de relance et on est disposé à accepter pour cela que la Confédération fasse des milliards de déficits. On veut une politique qui bannisse la pharmacologie de la région de Bâle, la biotechnologie de l'arc lémanique et les banques de Zurich, Genève et Lugano. **Ces positions sont inadmissibles et nous les combattons.**

Un patriotisme ouvert sur le monde, la tolérance, la tradition et la volonté de réforme marquent la Suisse. Des mouvements conservateurs, comme certains membres de l'UDC, veulent isoler notre pays. Pour elles, tout changement est l'œuvre du diable. On ne voit dans l'ouverture réciproque des marchés que des inconvénients et on s'est même opposé aux accords bilatéraux, bien que l'économie suisse gagne un franc sur deux à l'extérieur.

² Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (état au 14 mai 2002) art.6

Au lieu de se préoccuper des intérêts du pays, on fait du statu quo un principe supérieur au point que toute volonté de changement devient suspecte.

Ces mouvements conservateurs tentent d'affaiblir les institutions politiques de la Suisse. On veut bâillonner le Conseil fédéral, il ne pourra plus donner de recommandations sur les initiatives populaires. On se plaint sans cesse de l'incurie des forces politiques responsables en place, pour attiser morosité et mauvaise humeur. On impose des modes de pensée sectaires et des muselières. **Nous rejetons cette manière d'agir pour la Suisse.**

Participer aux élections, un acte toujours plus important

Nous ne pouvons ni ne voulons admettre que ces mouvements s'arrangent pour obtenir des majorités au Parlement et bloquent ainsi notre pays. Quelques exemples montrent où cela peut nous conduire. Une telle alliance contre nature a failli faire supprimer le budget d'acquisition d'équipements de l'armée. Une telle alliance ne se soucie en rien de la sécurité de nos œuvres sociales. Nous leurs opposons **notre libéralisme** qui a fait ses preuves.

Il fut un temps où les citoyens estimaient que les élections ne revêtaient guère d'importance, les votations sur des sujets concrets étant suffisantes. Nous ne pouvons plus nous permettre une telle situation aujourd'hui. Le Parlement décide en effet de nombreuses affaires de toute première importance. Il prend donc une place toujours plus grande. Le nombre de referendum lancés par le peuple et sur lesquels il a voté suffit à le montrer : il fut de dix-huit entre 1991 et 1995 et depuis 1999 il n'y en a eu que six.

Cela démontre que les élections fédérales ne servent pas seulement à corriger un peu le cap. Elles indiquent également, pour quatre ans, une nouvelle direction à notre société et à notre Etat.

Le peuple suisse aura l'occasion, le 19 octobre 2003, de prendre le virage qu'il faut en soutenant le parti radical.

Le parti radical s'engage pour une politique libérale

Le parti radical démocratique suisse lutte en faveur d'une politique fondée sur des **valeurs libérales**. Au centre de sa politique, il place le respect des citoyens. Il s'engage **pour une tolérance et un patriotisme ouverts au monde**, même s'il ne récolte pas immédiatement des lauriers pour cela. Son combat pour ces valeurs dure depuis la fondation de la Suisse moderne en 1848. Et il continue.

Des événements comme la chute du mur de Berlin en 1989, l'effondrement du socialisme à l'Est, les attentats terroristes du 11 septembre 2002, les multiples réseaux d'informations et l'ouverture des marchés montrent que le temps change. Le parti radical l'accepte car c'est une réalité. Ces changements exigent que l'on prenne des décisions structurantes. Comme force libérale le parti radical contribue à façonner l'avenir. **Il ne s'agit pas de suivre une mode mais, comme petit pays économiquement fort, d'accepter ces défis en toute souveraineté, à l'égard de l'extérieur et de l'intérieur.** Si nous laissons la majorité aux sociaux-conservateurs et aux conservateurs qui sans cesse repoussent les problèmes, nous risquons des blocages dans l'application des solutions nécessaires.

Les valeurs fondamentales du parti radical

Le parti radical a édicté, en 1990 déjà, un manifeste qui présente les valeurs fondamentales des réflexions politiques et d'action du parti. Celles-ci sont les mêmes aujourd'hui :

- 1. La dignité de l'être humain.**
- 2. La liberté personnelle.**
- 3. La responsabilité à l'égard de l'environnement et du monde à venir.**
- 4. Les diversités culturelles et de la société.**
- 5. La démocratie vivante et vécue.**
- 6. L'économie de marché sociale.**

Ces valeurs continuent à guider notre action politique.

Le parti radical présente un programme qui reprend les points forts du modèle suisse et qui en comble les lacunes. Il s'engage pour que, sur les grandes options de notre pays comme dans les détails, les points de vue libéraux soient appliqués. Ses points forts sont les suivants :

1. Pour le succès économique de la Suisse: le bien-être grâce à la croissance d'une économie de marché sociale

- Aiguiser la concurrence sur les plans interne et externe est une tâche prioritaire de la politique économique. Il faut renforcer les instruments de lutte contre les abus qu'entraînent des positions dominantes sur les marchés et contre les ententes illicites.
- La classe moyenne et les PME forment l'épine dorsale de l'économie suisse. Elles apportent pour l'avenir innovation et croissance. **Il faut faciliter la création de nouvelles entreprises et améliorer les conditions cadre de celles qui existent déjà.**
- Le parti radical lutte **pour l'assainissement des finances fédérales**. Les revenus extraordinaires doivent impérativement être utilisés pour amortir la dette et les excédents des comptes pour abaisser les impôts des particuliers et des entreprises. Le frein à l'endettement doit être appliqué dans toute sa rigueur. Les dépenses de la Confédération ne doivent pas dépasser plus longtemps en pourcentage le taux de croissance de l'économie.
- Le parti radical veut ouvrir plus grands les marchés extérieurs en faveur des entreprises suisses. **De nouveaux accords bilatéraux doivent strictement respecter les intérêts du pays**. Il faut maintenir et étendre les avantages dont profite la place suisse. Le parti radical combat, par referendum si nécessaire, tout affaiblissement de ces derniers, comme par exemple la mise en cause éventuelle de la

protection de la sphère privée par une ouverture du secret bancaire.

- Le parti radical est pour la mobilité. Une société des chances sans **liberté de mouvement** et **sans le libre choix des moyens de transports** n'est pas pensable. Durant ces cinq dernières années et les cinq qui vont suivre, la Confédération a investi et investira des milliards de francs dans le développement des chemins de fer. Le parti radical s'engage aussi pour que soient supprimés les bouchons et que les lacunes du réseau routier soient comblées.
 - Le parti radical **admet qu'il existe une diversité de forme de vie familiale**. Elles doivent toutes être traitées de la même manière par le fisc. Les entreprises sont invitées à faciliter la vie professionnelle et le perfectionnement professionnel de chacun des parents en encourageant la création de crèches. Le parti radical a l'intention, dans les quatre ans à venir, d'instituer partout en Suisse les horaires continus, si nécessaire par le biais d'une réglementation fédérale.
 - Le parti radical lutte pour que **dans toutes les régions du pays on assure une desserte de prestations de base** (poste, télécoms, énergie) **de bonne qualité et à des prix raisonnables**. Les marchés susceptibles d'entrer en concurrence doivent être ouverts aux offreurs particuliers s'ils assurent la desserte de base. Le parti radical postule l'ouverture immédiate du dernier kilomètre dans les télécommunications, ainsi que l'ouverture des marchés postaux.
- ### **2. Des chances d'efficacité grâce à la formation et recherche**
- Le parti radical a organisé à la fin du 19^{ème} siècle l'école primaire obligatoire et fondé ainsi un système de formation exemplaire allant du jardin d'enfants à la formation professionnelle et universitaire, y compris les hautes écoles spécialisées. Pour rester dans le groupe de pointe sur le plan

international, **il faut que nos enfants soient scolarisés plus tôt et plus sagement**. Il y a lieu de prévoir des analyses de qualité des écoles afin d'en améliorer les prestations. L'école doit préparer à la vie sociale.

- « Ce que petit Jean n'a pas appris, Jean ne l'apprendra jamais ». Le parti radical s'engage en faveur d'un **perfectionnement récurrent durant toute la vie**. Il y a lieu en contre-partie de raccourcir la formation primaire. Les chefs d'entreprises responsables incitent aujourd'hui déjà leurs collaborateurs à se perfectionner. Des incitations fiscales doivent aussi contribuer à ce nécessaire mouvement d'adaptation des travailleurs.
- Le parti radical s'engage pour la liberté de la recherche. Dans les secteurs sensibles, génie génétique ou cellules souches par exemple, **il faut des règles plutôt que des interdictions**. C'est en Suisse que les meilleurs savants doivent faire de la recherche. La recherche fondamentale a besoin de davantage de moyens, de meilleures conditions et de coopérations plus étroites. La formation et la recherche doivent être réunies en un seul département au niveau fédéral.
- **La recherche et le développement permettent d'offrir de nouvelles places de travail dans les technologies de pointe**. Le parti radical veut que cela se réalise dans notre pays. Il faut pour cela favoriser les entreprises concernées de manière ciblée et éliminer les entraves aux transferts de technologies vers les PME. Ces actions visent l'amélioration du bien-être et la création d'emplois.

3. Pour que la santé et la prévoyance sociale restent sûres et financables : agir maintenant avec circonspection

- Le système de santé publique suisse est de haute qualité mais trop cher. Le parti radical veut que dans les ordonnances médicales et dans la consommation de prestations médicales, **les économies et la**

retenue soient récompensées. Il soutient l'abolition de l'obligation de contracter des assurances et le renforcement de la responsabilité personnelle dans le but d'abroger des mesures telles que le moratoire pour l'établissement des jeunes médecins.

- Si nous ne faisons rien et si l'économie stagne il faudra, pour maintenir les prestations actuelles des assurances sociales, l'équivalent de 8% de TVA dès 2010 déjà. C'est pourquoi le parti radical s'engage **en faveur d'une politique économique susceptible de promouvoir la croissance sans charger par trop la génération actuelle**. Les piliers de la prévoyance qui promeuvent la responsabilité personnelle, comme par exemple le travail volontaire des plus de 65 ans (4^{ème} pilier), doivent être suffisamment favorisés par le fisc.

4. Pour que la Suisse reste sûre, solide sur le plan interne et consciente d'elle-même sur le plan externe

- **La sécurité** nous la voulons tous. Le parti radical veut **la garantir quotidiennement aux citoyen-ne-s**. Une présence policière visible en forme un moyen. Les peines, en cas d'atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, doivent être plus sévères.
- Le parti radical veut **une armée moderne et solide**, capable de protéger correctement la Suisse et de contribuer à la sécurité dans les régions en crise et à l'intérieur du pays lorsque nécessaire. Il y a lieu de former un département commun de la sécurité extérieure et intérieure.
- La Suisse oriente sa politique d'immigration en provenance d'Etats non-membres de l'UE sur les intérêts du pays. **Ceux qui apportent du know-how et de hautes qualités professionnelles et qui sont disposés à s'intégrer sans importer de problèmes sont les bienvenus**. Le parti radical préconise donc que l'on mette en place des critères stricts pour apprécier les demandes d'asile et que

l'on soit plus sévère quant aux efforts d'intégration des immigrés. On doit pouvoir attendre de ces derniers, par exemple, qu'ils apprennent une de nos langues nationales.

- Il faut, bien sûr, accorder refuge à ceux qui sont poursuivis et menacés d'atteintes à leur intégrité corporelle ou à leur vie. Cela est conforme à la tradition humanitaire de la Suisse. On ne saurait toutefois être tolérant avec ceux qui abusent de leur statut de réfugiés pour agir de manière criminelle. Les procédures de traitement des demandes et recours doivent être raccourcies et l'application des décisions améliorée. Il s'agit d'assurer **la faculté d'action d'un Etat de droit**.
- En politique extérieure, la Suisse **doit manifester en priorité sa souveraineté et son indépendance et défendre ses intérêts en conséquence**. Elle est entourée de pays membres de l'Union européenne. Le parti radical veut poursuivre sur la voie bilatérale. Celle-ci est conforme aux intérêts économiques et respecte les particularités démocratiques de la Suisse. Il serait illusoire de vouloir faire cavalier seul. Cela dit, l'adhésion à l'UE est aujourd'hui hors de question.
- La Suisse doit également faire valoir ses intérêts au sein de l'ONU et, comme pays neutre, poursuivre sa politique des bons offices

La Suisse a besoin de plus de libéralisme radical

Le parti radical est au service de la Suisse depuis 1848. Il défend ce qui a fait ses preuves et a toujours agité sans jamais perdre des yeux les principes fondamentaux sur lesquels il s'oriente. Il a fondé cet Etat et l'a piloté pendant 155 ans. Il veut poursuivre sur cette voie. **Il veut que le Conseil fédéral apparaisse solide sur les plans interne et externe**. Le Conseil fédéral représente plus que la juxtaposition de sept chef-fe-s de départements. Pour cela il faut renforcer la position du président-e de la Confédération.

Le parti radical veut un gouvernement fort, des départements mieux distribués : la formation et la recherche doivent être réunis dans un seul département et les autres tâches et compétences être mieux groupées dans les autres. A cette fin, le Conseil fédéral doit compter neuf membres, soit deux de plus qu'actuellement.

Le parti radical est une force de propositions. Le système de concordance ne laisse pas place à des coalitions rigides. Dans chaque affaire, **le parti radical marque sa propre position libérale**. Il applique les différents points de son programme avec, le cas échéant, l'appui d'autres forces qui, sur un point déterminé, sont proches de ses idées. Il doit se renforcer encore de manière à pouvoir mieux s'imposer par lui-même. Il lui faut pour cela obtenir au moins **un quart des sièges** et au moins **un quart des votes**. C'est pourquoi il n'a pas peur de dire qu'il veut être encore plus fort.

La Suisse a besoin de plus de libéralisme radical.

Chères citoyennes et chers citoyens, prenez très au sérieux les prochaines élections fédérales 2003. Nous voulons ensemble faire avancer notre pays dans la liberté, la tolérance et la responsabilité. Il s'agit de développer le modèle de notre succès suisse contre les attaques socialo-conservatrices et conservatrices. Aidez-nous dans cette entreprise. Nous vous en remercions dès à présent.

PRD. Liberté et Responsabilité : pour une Suisse forte.

Berne, le 22 août 2002